EN MEETING À ALGER

Ouyahia veut une amnistie fiscale

Le RND veut surclasser le parti majoritaire sortant à l'occasion des législatives du 4 mai prochain. Son secrétaire général, M. Ahmed Ouyahia, a ouvertement affiché son ambition de devenir la première force politique parlementaire. A l'adresse du FLN, il dira : «Notre parti n'a pas l'intention de rester au pouvoir pendant 100 ans encore», ou encore nos «listes ne sont pas celles de la chkara et d'illettrés».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Dans une salle Harcha comble, le secrétaire général du RND est passé à la vitesse supérieure dans la campagne électorale des législatives du 4 mai prochain.

Et pour se faire distinguer des autres partis à quelques heures de la fin de la campagne électorale, il a annoncé que son parti est pour l'amnistie fiscale. A ce titre, il propose de «remettre le compteur à zéro pour pouvoir avancer et relancer l'économie nationale».

Selon lui, «il y a beaucoup de personnes qui n'ont pas payé leurs impôts depuis plusieurs années. Doit-on passer notre temps à leur courir après ? Soit on discute avec eux, afin de les convaincre de quitter le circuit informel», a-t-il lancé à l'occasion de sa sortie algéroise. «N'est-il pas plus judicieux de décréter l'amnistie fiscale, remettre les compteurs à zéro et permettre aux caisses de l'Etat de recouvrer l'argent ?» a-t-il ajouté. L'autre point fort du secrétaire général du RND est relatif à son attitude à l'égard de l'exécutif. Sans réellement expliciter sa critique, il dira, toutefois, que la démarche initiée par le gouvernement «n'est pas assez offensive» ou «presque inefficace devant les lobbys qui se sont formés au fil des années».

Photo : Samir Sid

Ahmed Ouyahia.

Pour lui, il est temps d'achever les réformes amorcées depuis quinze ans et combattre les lobbys. A ce propos, il a estimé «que ne pas payer leur dû aux entreprises de réalisation équivaut pour elles la ruine. La suppression de l'aide à l'aliment du bétail est une erreur. Cela n'a rapporté que trois milliards de dinars. Il est facile d'engager des sociétés dans des projets de logements sans les payer», a-t-il dit sur un ton de critique à l'égard de l'exécutif. Axant l'essentiel de son discours sur le plan économique, le secrétaire général du RND a de nouveau affiché son choix sur la question du gaz de schiste. Ainsi, il plaidera l'exploitation du gaz de schiste et dénoncera les détracteurs qui «agissent sous la pression d'un lobby d'un grand pays qui voulait nous vendre une centrale nucléaire à 3 milliards de dollars». Sur la question de la peine de mort, le RND la défend bec et ongles pour les kidnappeurs d'enfants et les dealers qui empoisonnent les jeunes.

Enfin, il conclut son discours en rappelant les positions antérieures du RND, les «tâches difficiles qu'il a assumées pour sauver la République» et son aptitude à «défendre et faire sortir le pays de la crise».

A. B.

SELLAL À PARTIR DE MÉDÉA :

«L'État n'a plus les moyens de construire comme avant»

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, est en train d'accomplir une fin de campagne en fanfare. Alors que personne ne l'attendait à ce rendez-vous des législatives, lui qui ne dirige pas un parti comme Ahmed Ouyahia et qui n'est pas non plus candidat, aura réussi à dominer la scène politico-médiatique du haut de son poste de chef de l'exécutif. Une résurrection si importante en cette phase si sensible précédant la désignation du futur gouvernement.

De notre envoyé spécial à Médéa, Kamel Amarni

Dans cette course souterraine, sourde mais bien réelle, que mènent de nombreux postulants au poste de Premier ministre de l'après-4 mai, Sellal a réussi à renverser la vapeur en se mettant en tête du peloton. Cet «assaut» au finish n'aurait jamais été possible, en effet, sans le feu vert de Abdelaziz Bouteflika.

Depuis quelques jours d'ailleurs, aucune autre tête n'émerge parmi le personnel du pouvoir et c'est le seul Abdelmalek Sellal qui s'exprime au nom de l'Etat. Forcément, ses sorties sont hyper-médiatisées, rendant ainsi «inaudibles» les autres intervenants, notamment l'opposition.

Mais pas seulement. L'implication de Sellal dans la campagne électorale est, en fait, un véritable contrepoids à Ahmed Ouyahia, son rival directeur de cabinet de la présidence et patron du RND. Car, nul n'ignore que Sellal est en train de mener campagne ouvertement au profit du FLN. Lui, tout comme l'écrasante majorité des ministres, candidats ou pas.

Le parti-Etat, le FLN de Djamel Ould-Abbès, qu'un sondage confidentiel réalisé par le pouvoir donne large vainqueur des législatives du 4 mai, aura, à l'évidence, largement tranché la question du prochain patron de l'exécutif. C'est d'autant plus vrai qu'à ce niveau, rien ne se fait sans l'aval du premier patron de l'exécutif et du FLN, Abdelaziz Bouteflika.

L'ex-parti unique, qui doit se soumettre à la loi en cessant de mener campagne dès aujourd'hui, dimanche 30 avril, peut toutefois compter sur Abdelmalek Sellal pour maintenir la pression médiatique au-delà des délais réglementaires. Il a d'ailleurs prévu une tournée dans la capitale, Alger, couronnée par une grande rencontre avec les représentants de la société civile et ce, après-demain mardi.

Une visite à Alger qui va clôturer une série de sorties similaires à travers les wilayas successives d'El-Oued, Djelfa, Oran, Batna, Tamanrasset et Sétif, ce dimanche. Hier, à Médéa, le topo a été identique aux précédents : à savoir des visites sur site pour inspecter, inaugurer ou superviser tel projet ou tel autre chantier.

Le tout, ponctué par la traditionnelle rencontre avec les «représentants de la société civile», où Sellal s'offre de véritables meetings. Il profite bien de cette tribune pour faire campagne, bien sûr, mais aussi pour lancer des messages.

Si à Tamanrasset, le thème dominant était la sécurité nationale, à Médéa, le message de Sellal, celui de l'Etat donc, a porté sur la situation financière du pays. Et sur ce point, le chef de l'exécutif s'est voulu crûment franc : la situation n'est vraiment pas fameuse. Elle est même assez critique.

«Depuis bientôt 3 ans, l'Algérie connaît un net recul de ses recettes pétrolières. Nous avons perdu la moitié de nos rentrées en devises. Le pétrole, qui caracolait au-delà des 100 dollars, en est à 52 aujourd'hui. Et dans tous les cas, il ne remontera pas au-delà, dans les deux prochaines années.»

«Il faut modérer les revendications sociales»

Pas pour autant alarmiste, Sellal assure que «certes, nous sommes toujours debout grâce à la politique du président de la République». N'empêche, il avertit : «Il faut savoir que nous n'avons plus les moyens de soutenir les réalisations des infrastructures de base. Nous n'avons plus les moyens de construire comme avant. Notre souci est, bien entendu, de préserver le pouvoir d'achat et le mode de vie de nos concitoyens. Cependant, je tiens à insister sur un point : celui de la réforme des mentalités.»

Le Premier ministre explicite sa pensée en citant l'affaire des retraites. «Certains nous ont fait toute une histoire avec cette affaire des retraites anticipées. Je le répète encore une fois, la Caisse des retraites n'aura plus d'argent pour faire face à la situation si les choses sont laissées en l'état.» Très direct, Sellal invitera les Algériens à modérer leurs revendications.

«Je vais être franc avec vous. Je vous jure que, jeudi dernier, j'ai perdu le sommeil car nous faisons face à un sérieux problème financier (…) Certains revendiquent des tramways un peu partout ou je ne sais quoi encore. Non, il faut modérer les revendications à l'avenir. Même s'agissant du logement, l'Etat n'a plus les moyens d'en construire comme avant. L'Etat ne peut plus tout faire. C'est impossible et c'est inacceptable.» Le Premier ministre conclut son intervention en insistant sur la seule solution possible, celle du choix pris par son gouvernement, de réorienter la politique économique du pays, désormais, vers l'investissement et la création des richesses.

K. A.

Publicité